Numéro 3
21 MARS 2000
5 F

« La jeunesse est la flamme de la révolution prolétarienne » (Karl Liebknecht)

Pour le droit aux études, contre la déqualification de la jeunesse, combattre pour défaire le gouvernement ! Contre l'avenir du chômage, des petits boulots, pour en finir avec la déchéance et la misère, avec la capitalisme, s'organiser autour du bulletin Révoltes !

L'offensive que mène le gouvernement Jospin-Gayssot-Chevènement-Zuccarelli-Voynet au compte de la bourgeoisie a pour objectif central de faire baisser la valeur de la force de travail à l'échelle du pays. C'est dans ce cadre que s'inscrit la loi Aubry (dite des 35H). Cette loi détruit la définition journalière et hebdomadaire du temps de travail qui s'imposait nationalement à tous, aux patrons et aux salariés. Ces acquis fondamentaux arrachés par la mobilisation des travailleurs (loi de 1919 des 8 heures par jour, loi de 1936 des 40 heures), limitaient la concurrence entre les salariés, séparaient clairement le temps de travail de la vie personnelle des salariés. Ces lois étaient des points d'appui pour permettre un combat centralisé des travailleurs contre l'exploitation capitaliste.

Corrélativement, le gouvernement multiplie les mesures qui visent à détruire les diplômes nationaux et les qualifications. Depuis plusieurs années, le patronat réclame qu'il soit mis fin au système des diplômes nationaux, au monopole de l'État sur leur délivrance qui en garantit la validité à l'échelle nationale sur lequel s'appuie l'ensemble des qualifications. L'objectif central de la réforme des lycées est d'en finir avec le baccalauréat comme diplôme national, comme premier grade universitaire : l'introduction du contrôle continu conduit inéluctablement à sa transformation en diplôme « maison ».

Les objectifs généraux ont été définis dans le rapport du Commissariat général au plan de 1994 sous la direction de J.Boissonnat. Ce rapport donne les axes sur lesquels doivent se mener les réformes de l'enseignement, du code du travail,… Pour affronter la concurrence internationale, la bourgeoisie française a besoin de faire baisser drastiquement la valeur de la force de travail. Pour y parvenir, il faut revenir à une individualisation du contrat de travail, du salaire, des conditions de travail.

Jusqu'à présent, les qualifications reconnues dans les conventions collectives sur la base des diplômes nationaux permettaient de limiter la concurrence entre les travailleurs et de ce fait de les structurer en tant que classe défendant ses intérêts propres contre la bourgeoisie détentrice des moyens de production, du capital.

Aujourd'hui, les idéologues au service de la bourgeoisie mettent en avant la notion de compétences, c'est-à-dire les aptitudes personnelles de chaque travailleur isolé à la merci des patrons, opposée à celle des qualifications. Ainsi,

« On tend à distinguer (dans le groupe des cadres – NDLR) *deux profils de compétences, celui de l'expert et de sa haute technicité et celui du manager et de ses compétences à diriger, organiser, animer, communiquer. Ces trois dernières capacités sont de plus en plus des éléments importants de la compétence personnelle dans tout type*

d'activité, à tout niveau. Face à ces évolutions, la classification française en niveau (du niveau V au niveau I) perd de plus en plus sa signification. Elle traduit de fait un niveau d'étude et non un niveau de compétence. » (étude Bipe-conseil pour le Haut Comité Éducation Économie, 1994). El le rapport Boissonnat de conclure : *« Nous proposons que chaque jeune détienne « son répertoire personnel de compétences » ».*

Et le rapport revendique ouvertement la destruction des diplômes nationaux :

« Les modes d'évaluation des connaissances et aptitudes ainsi que la validation des compétences des individus ne peuvent rester ceux des seuls diplômes académiques. » Il faut donc en finir avec cette situation « *du ministère de l'Éducation nationale qui s'est voulu le producteur quasi exclusif des qualifications initiales* » avec « *l'idée fausse que toute professionnalité suppose de longs séjours en formation initiale et que le diplôme garantit une rente de situation et un rang incontestable dans la société. »*

Ils reprennent ce qu'un représentant de la bourgeoisie du temps de Marx expliquait déjà :

« *La faiblesse de la nature humaine est si grande que plus l'ouvrier est qualifié, plus il sait ce qu'il veut et plus il est difficile à manier, et que par suite ses sautes d'humeur causent un grand préjudice au mécanisme global. »*

Pour la classe ouvrière et la jeunesse, déqualification rime avec déscolarisation.
Le gouvernement dirigé par Jospin programme un ensemble cohérent de réformes de la maternelle à l'université en passant par le lycée, avec le double objectif de casser la valeur des diplômes nationaux (réforme du bac, licences professionnelles) et de vider le contenu des programmes de leur valeur scientifique afin de leur substituer ce qui a été appelé « kit de survie », c'est-à-dire le minimum nécessaire au patronat pour pouvoir exploiter encore plus intensément la force de travail source de profit, le reste étant par nature improductif pour le capital :

- Dans les lycées, l'allégement des programmes sabre des pans entiers de connaissances scientifiques (lettres, maths, biologie, histoire) au profit par exemple de l'Éducation Civique et Juridique, véritable cours d'embrigadement de la jeunesse au compte de l'État bourgeois. L'évaluation de cette pseudo-discipline se fera sur le comportement et non à partir des connaissances des élèves. Cette « note de conduite » sera prise en compte dans le « nouveau bac » qui n'aura de diplôme que le nom. La mise en place des Travaux Personnels Encadrés (TPE) introduit le contrôle continu au bac ce qui permet sa liquidation comme diplôme national.

- A l'université, c'est la mise en place de la Licence Professionnelle, moyen de détruire les diplômes nationaux en les transformant en diplômes patronaux (stage de 4 mois) et locaux dans le cadre de l'autonomie d'universités rattachées aux « bassins d'emploi, de formation », afin de mettre à disposition du patronat local la main-d'œuvre appropriée.

Au bout du compte, la garantie de pouvoir monnayer sur l'ensemble du territoire les diplômes nationaux délivrés par l'État à une valeur assurée par les conventions collectives nationales disparaîtrait, atomisés, les travailleurs deviendraient encore moins chers et plus dociles.
C'est pour atteindre cet objectif que le gouvernement veut soumettre au Parlement dans quelques semaines, une loi sur « *la modernisation sociale* ». Selon le journal patronal les Échos du 22 février 2000, la « *validation des acquis professionnels seront avec l'apprentissage au cœur du projet de loi* ». Pour le Medef, il s'agit d'un point d'appui positif pour aller plus loin : en finir avec la *« culture française du diplôme »*.
C'est en ce sens qu'œuvre le gouvernement, puisque selon le même article, un nouveau texte doit permettre l'acquisition d'un diplôme par validation d'acquis professionnels remettant en cause ainsi le monopole de l'État sur la délivrance des diplômes.

Pour la jeunesse étudiante comme pour la jeunesse ouvrière, cela signifie que l'avenir que le capitalisme leur assigne sera fait de stages, de petits boulots, de contrats de travail gré à gré, de travail à la mission, sous astreinte (téléphonique ou autre…), une exploitation à la merci du patronat, le décervelage, la sous-culture et l'embrigadement intellectuel et policier.

L'exemple du plan anti-violence annoncé par les ministres Allègre et Royal est éclairant. Il s'agit – au moment où le gouvernement annonce une diminution massive de postes aux concours – d'inonder les établissements d'« emplois

jeunes », aides éducateurs (4000) ou « emplois jeunes ouvriers » (2000), puisque désormais les établissements pourront recruter des « emplois jeunes » payés au SMIC, quelque soit la qualification, pour faire le travail des Techniciens et Ouvriers de Service (ATOS). Par ailleurs, le plan prévoit clairement la possibilité discrétionnaire donnée aux chefs d'établissements d'y faire pénétrer la police, qui sera utile contre les mobilisations lycéennes et permet de renforcer l'État policier.

Complément indispensable de la présence policière, la morale bourgeoise, la citoyenneté doivent être injectées à haute dose aux lycéens et collégiens, au nom de la lutte contre la violence. Si la violence est bien réelle, elle est le produit de la décomposition de la société capitaliste qui n'offre pour horizon à la jeunesse que la loi violente du capital : chômage et déqualification. Les cours de citoyenneté visent à faire accepter, à légitimer cette violence de classe, la présence policière dans les établissements. En effet, l'État bourgeois entend assurer le respect de l'ordre public et citoyen pour protéger la propriété privée des moyens de production, c'est-à-dire s'assurer qu'aucune manifestation ne vienne perturber la bonne marche de l'économie capitaliste.

L'objectif programmé par le gouvernement au compte de la bourgeoisie est bel et bien d'en finir avec tout ce qui reste de conventions collectives, de statuts, diplômes nationaux qui permettent aux travailleurs de résister à l'offensive de la bourgeoisie : faire baisser la valeur de la force de travail.

Les qualifications, comme les autres acquis sont un enjeu de la lutte des classes. Ces acquis n'ont pu être arrachés et défendus par la classe ouvrière qu'au prix d'un combat incessant. Aujourd'hui, les défendre implique de combattre les réformes du gouvernement, la loi dites des « 35H » comme celles de l'enseignement. De quelle manière ?

Les étudiants, les travailleurs disposent d'organisations syndicales qu'ils ont construites afin de défendre leurs intérêts contre les patrons, contre l'État bourgeois, pour combattre les réformes des gouvernements au service de la bourgeoisie.

Face à la résistance des travailleurs, de la jeunesse, le gouvernement que dirige Jospin compte sur l'appui des dirigeants syndicaux pour faire passer ses réformes.
Prenons deux exemples :

- l'application de la loi dite des 35H à la Fonction publique soutenue par les cinq grandes centrales syndicales permet la suppression massive de postes aux concours vouant la masses de jeunes diplômés sortant de l'Université à des emplois déqualifiés, emplois jeunes et petits boulots ;

- les Licences professionnelles ont été mises en place par le biais de la collaboration des dirigeants de l'Unef-id et de l'Unef notamment (ceux des syndicats enseignants et ouvriers n'étant pas en reste) dans les structures de cogestion associant les organisations syndicales à l'État et aux patrons, au CNESER (Conseil National de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche), à un niveau national, dans les CA (Conseils d'Administration) et CEVU (Conseils de l'Enseignement et de la Vie Étudiante), à un niveau décentralisé.

Les étudiants comme les travailleurs ont besoin de leurs organisations syndicales pour combattre les réformes du gouvernement ; ils en sont aujourd'hui dépossédés. Pour qu'ils puissent les remettre à leur service, pour se les réapproprier, il est indispensable de s'organiser pour imposer aux dirigeants des syndicats qu'ils défendent les revendications et par conséquent cessent de soutenir les réformes du gouvernement.

Pour les étudiants, comme pour les travailleurs, la question de la rupture des appareils syndicaux d'avec le gouvernement est la question centrale aujourd'hui : sans leur soutien, le gouvernement n'aurait pas les moyens politiques de faire passer les réformes nécessaires à la bourgeoisie (alors même que dans de nombreux secteurs les travailleurs cherchent à engager le combat : contre la loi Aubry à la SNCF, dans les banques, à la Poste, dans les transports urbains, aux impôts ; pour des postes, contre les réformes dans l'enseignement). C'est pourquoi, à l'initiative de jeunes organisés dans les groupes Révoltes, une adresse aux dirigeants syndicaux « pour l'unité des organisations syndicales contre la suppression des postes aux concours de l'enseignement » a commencé à être signée (voir l'appel dans ce numéro).

Le combat pour la défense des qualifications, des diplômes nationaux implique de combattre le gouvernement que dirige Jospin. D'autant que les travailleurs, les jeunes n'ont pas élu une majorité PS-PC à l'Assemblée Nationale en 1997 pour que soit poursuivie la même politique que celle du gouvernement Chirac-Juppé de remise en cause des acquis ouvriers (plan Juppé de destruction de la Sécurité Sociale).

Contre ce vote, a été constitué une gouvernement respectant Chirac et ses prérogatives de président-bonaparte, les institutions de la Vème République, un gouvernement d'alliance avec des formations bourgeoises (Radicaux-Citoyens-Verts), un gouvernement défendant la propriété bourgeoise des moyens de production.

Seule la mobilisation de la classe ouvrière et de la jeunesse imposant un gouvernement ouvrier peut défendre totalement les revendications des travailleurs et de la jeunesse, peut mettre en cause l'exploitation capitaliste ; élaborant un plan de production sous contrôle ouvrier en vue d'orienter la production non plus vers le profit mais pour la satisfaction des besoins sociaux, elle devra exproprier le capital.

Révoltes est un bulletin de liaison des jeunes, des jeunes travailleurs, des étudiants qui s'organisent sur cette orientation et invitent les jeunes à rallier ce combat : construire l'Organisation Révolutionnaire de la Jeunesse pour en finir avec l'exploitation capitaliste.